



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1146>

# Pas de rupture, aux salariés de se faire entendre

- Actualités -



Date de mise en ligne : samedi 17 novembre 2012

## Description :

Ratification du traité Merkozy, réduction des dépenses publiques, choc de compétitivité... que ce soit au niveau économique ou social, la rupture avec ce qui avait provoqué le rejet de Sarkozy n'est pas à l'ordre du jour. Ce sera aux forces sociales de l'imposer, dans tous les secteurs mais aussi par un « tous ensemble » à préparer sans tarder.

---

L'École Émancipée

---

**Ratification du traité Merkozy, réduction des dépenses publiques, choc de compétitivité... que ce soit au niveau économique ou social, la rupture avec ce qui avait provoqué le rejet de Sarkozy n'est pas à l'ordre du jour. Ce sera aux forces sociales de l'imposer, dans tous les secteurs mais aussi par un « tous ensemble » à préparer sans tarder.**

Alors que l'urgence serait de mettre enfin en place un système efficace de contrôle de la finance et de taxer les mouvements de capitaux spéculatifs, le gouvernement laisse les financiers continuer à jouer l'avenir des entreprises et des salariés et cède au chantage du MEDEF pour imposer aux seuls salariés et retraités de nouveaux « sacrifices ». Les plans sociaux s'accumulent et la décision de laisser la situation de l'emploi public à l'étiage post-Sarkozy participe de la situation catastrophique du chômage.

## L'ombre de Sarkozy plane encore

Qu'est-ce qui empêche ce gouvernement, qui a toutes les cartes en main, d'enclencher les changements législatifs nécessaires, une loi interdisant les licenciements dans les entreprises qui servent des dividendes à leurs actionnaires, par exemple ? Qu'est-ce qui permet dans la Fonction publique de poursuivre une RGPP qui ne dit pas son nom, de refuser de rompre avec la nouvelle gouvernance ? Qu'est-ce qui autorise, dans un pays profondément marqué par les inégalités territoriales, à vouloir imposer une nouvelle phase de décentralisation et un désengagement encore plus grand de l'État ? La hausse de la TVA qui va intervenir au 1er janvier 2014 était un projet de Nicolas Sarkozy, alors vertement critiqué par le candidat Hollande comme injuste socialement. Et l'injustice sera bien là (+ 7 milliards à la charge des ménages !), imposée comme le nouveau plan de restrictions budgétaires. Le MEDEF a remporté une vraie victoire : après 20 ans d'exonérations de « charges » des entreprises qui n'auront profité qu'aux capitalistes, c'est un nouvel allègement d'impôt d'un montant à terme de 20 milliards d'euros par an. Et le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) ne sera même pas sous conditions d'embauches ou d'investissement !

## Pour un « changement de cap » en France et en Europe

Le 9 octobre, plusieurs dizaines de milliers de salariés s'étaient mobilisés à l'appel de la seule CGT pour protester contre la multiplication des plans sociaux et exiger du gouvernement des mesures de protection de l'emploi et des salariés. Une mobilisation réussie mais qui confirme la difficulté d'un syndicalisme profondément divisé face aux batailles à mener. Car les divergences restent fortes entre confédérations sur l'appréciation des mesures économiques et du fameux « choc ».

Changer de cap, c'est ce que la CES a appelé de ses vœux à l'occasion du 14 novembre en insistant sur l'urgence sociale pour l'emploi et contre l'austérité. Encore faut-il chercher à l'imposer ! Le Portugal, l'Espagne ont été en grève générale ce jour là. En Grèce, c'était les 6 et 7 novembre. Des mouvements importants de grèves et manifestations se sont déroulées dans d'autres pays d'Europe. Dans toute la France, des manifestations unitaires ont été organisées à l'appel de CGT, CFDT, l'UNSA, Solidaires et la FSU, mais les appels à la grève sont restés très limités. Comment faire effectivement pression, sans grèves, sur un patronat et un gouvernement obnubilés par la finance internationale ? Ce sera une question cruciale de ces prochaines semaines. Le défi est de taille mais la FSU doit oeuvrer à le relever avec toutes celles et ceux qui sont prêts à s'y engager au niveau interprofessionnel. Les luttes

sur le terrain économique et le terrain social vont de pair. Ce sera le cas le 25 novembre avec la journée nationale de mobilisation contre les violences faites aux femmes.

L'heure n'est pas à l'attente de jours meilleurs ou à la résignation devant des politiques qui nous emmènent dans le mur de plus d'austérité, plus de difficultés sociales, plus d'injustices. Dans les secteurs particulièrement touchés par les plans sociaux comme dans la Fonction publique et l'Éducation, il faudra bien que les salariés se fassent entendre.

**Isabelle Sargeni-Chetaud**